

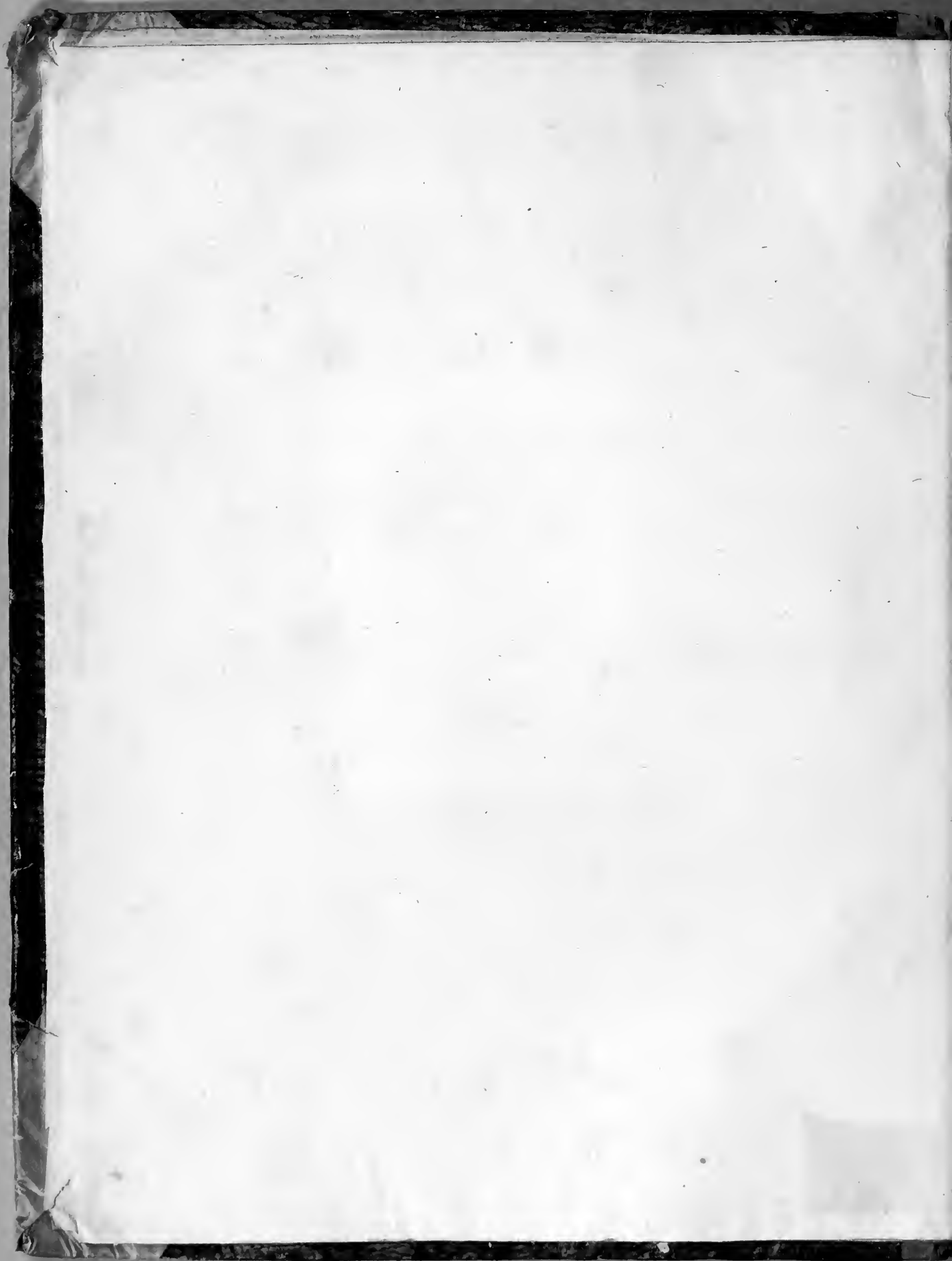
A 13.2

*24 June*



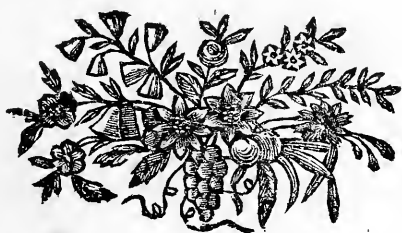
John Carter Brown  
Library  
Brown University





DÉNONCIATION  
AUX ÉTATS GÉNÉRAUX,  
DES VEXATIONS,  
ABUS D'AUTORITÉ,  
ET DÉNI DE JUSTICE,

*Commis envers le sieur CLAUDE FOURNIER,  
Habitant de l'île Saint-Domingue.*



MAJOR



A NOSSEIGNEURS  
LES ÉTATS GÉNÉRAUX  
DE FRANCE.

NOSSEIGNEURS,

CLAUDE FOURNIER, habitant de l'île & côte Saint-Domingue, quartier de l'Artibonite, paroisse des Verettes, classé dans les milices de Saint-Marc,

Vous représente très-humblement, NOSSEIGNEURS, qu'il ne peut obtenir que de vous une justice qu'il réclame en vain depuis plus de six années.

Toutes les loix qui peuvent garantir un citoyen des attentats du despotisme; celles qui lui assurent la libre jouissance de sa propriété; celles qui rendent sa liberté sacrée, ses intérêts précieux, ont été violées à Saint-Domingue, pour consommer la ruine de l'Exposant & favoriser des calomniateurs scandaleux, excités par la jalousie, enhardis par l'impunité.

Forcé de repasser en France pour solliciter, de l'équité du Souverain, la vengeance de tant de vexations, ce ne sont plus des particuliers obscurs qu'il lui a fallu combattre pour parvenir jusqu'au pied du trône, ce sont des ennemis plus puissans, mais non moins actifs, dont les mesures, concertées avec adresse, écartoient sans relâche ses demandes, ses plaintes, ses supplications: ce sont les administrateurs de la colonie, ce sont les chefs du bureau de la marine, c'est le Ministre même de ce département contre lequel il se voit obligé de lutter aujourd'hui, lui qui dénie la justice qu'il reconnoît hautement lui être due, & qu'au mépris des ordres réitérés du Monarque, il refuse obstinément de lui rendre.

En vous dénonçant, NOSSEIGNEURS, des faits aussi graves, l'Exposant a bien senti qu'il s'imposoit la nécessité de les prouver; & c'est la certitude que les preuves ne laisseront rien à désirer qui l'a déterminé à prendre une voie si rigoureuse, mais à laquelle ses malheurs l'ont impérieusement contraint de recourir.

Pour classer avec méthode tous ces faits dont la longue énumération ne présenteroit qu'un récit ennuyeux, l'Exposant les divisera en deux époques. La première contiendra la persécution qu'il a essuyée en Amérique, & la seconde, les démarches infructueuses qu'il a faites, à son retour en France, auprès des Ministres.



## PREMIERE ÉPOQUE.

*Persécution effuyée à Saint-Domingue.*

Comme les faits de cette première époque offrent infiniment de détails, l'Exposant va les grouper rapidement ; il n'omettra, NOSSEIGNEURS, aucune des circonstances, quelques légères qu'elles soient, qui pourroient servir à éclairer votre religion.

L'Exposant ayant tenté vainement de se procurer en France une aisance honnête, & ne voulant pas la devoir à ces moyens honteux, dont sa délicatesse auroit eu trop à rougir, il résolut de passer en Amérique.

A son arrivée à Saint-Domingue, ne se trouvant pas des fonds assez considérables pour former à ses frais un établissement, il s'occupa pendant sept ou huit années à gérer les habitations de différens particuliers ; il n'a reçu d'eux que des témoignages satisfaisans sur sa bonne conduite, son intelligence & son exacte probité.

Ce fut après ce temps qu'il établit pour son compte une guildiverie ou fabrique de taffia, au bourg appelé la Petite Riviere.

A peine cette manufacture fut-elle élevée qu'un règlement du conseil supérieur du Port-au-Prince défendit de construire de pareilles fabriques dans les villes ou bourgs du ressort, & ordonna qu'elles seroient éloignées au moins de trois cents toises : ce règlement força l'Exposant de transporter la sienne à une lieue de la Petite Riviere, sur un terrain qu'il venoit d'affermir & qu'il acquit peu de temps après.

Sa guildiverie, entourée de plusieurs autres fabriques de la même espece, se trouvoit contigue à celle des sieurs Guibert; ce nouvel établissement donna de l'ombrage à ces deux freres.

On s'étonnera peut-être que les sieurs Guibert, immensément riches, ayant conçu le projet de ruiner un colon dont les facultés bornées ne pouvoient leur inspirer aucune inquiétude; mais dans un pays où l'envie d'acquérir promptement une grande fortune est le seul sentiment qui domine, où la soif de l'or tourmente continuellement l'ame vile & corrompue, & devient, pour ainsi dire, un besoin de son existence, on concevra facilement combien l'intérêt souffre de la rivalité, comme il saisit avidement tous les moyens de se défaire d'un ennemi qui n'a d'autre tort à ses yeux que d'être ou plus industrieux ou plus actif.

La premiere tentative des sieurs Guibert, pour expulser l'Exposant, fut de faire réclamer l'ancien propriétaire contre la vente de son terrain; sur lequel la fabrique étoit construite. Cette manœuvre ne réussit pas: le réclamant fut condamné en 1500 livres de dommages & intérêts envers l'Exposant.

Le motif de l'animosité des sieurs Guibert étoit la préférence que les Anglois accorderoient au taffia de l'Exposant, parce qu'il approchoit plus de leur rhum que tout celui qui se fabriquoit dans le reste de l'île.

Les Guibert, n'ayant pu égarer la justice des magistrats; chercherent à surprendre l'autorité des chefs, & la calomnie fut le moyen odieux qu'ils adopterent pour y parvenir; une révolution dans l'administration militaire sembloit leur en présager le succès: leurs espérances ne furent pas trompées.

Ils s'adressèrent au sieur de Couagne, récemment arrivé à Saint-Marc, avec le titre de lieutenant de Roi; ils lui peignirent l'Exposant comme un homme dangereux dont l'éloignement étoit indispensable.

Cet officier ne cherche pas à s'assurer de la vérité des faits imputés, ne prend aucune information, ne demande aucun éclaircissement, & fait traîner l'Exposant dans les cachots.

Du fond de sa prison, cet infortuné chargé de fers, sans savoir quel est son crime, sans connoître ses accusateurs, arraché sur ses possessions par un ordre arbitraire qui lui enlève la faculté de recourir à ses juges naturels, s'adresse au Général & à l'Intendant, réclame sa liberté, qui lui est aussi-tôt accordée.

L'Exposant se plaît à rendre ici aux administrateurs une justice qu'il ne pourroit leur refuser sans manquer à la reconnaissance. En même-temps qu'ils briserent ses chaînes, ils témoignèrent au lieutenant de Roi leur mécontentement d'une conduite aussi précipitée qu'illégale. Pourquoi faut-il que l'Exposant se voie obligé de leur reprocher aujourd'hui ce même abus qu'ils s'empressèrent de condamner, & qu'il ne puisse attribuer ses malheurs qu'à leur légèreté ou à leur insouciance!

Quoiqu'il en soit, les Guibert pensant qu'il leur seroit peut-être difficile de réaliser le projet qu'ils avoient conçu, regardant comme un tort considérable chaque instant qui retardoit l'exécution de leur vengeance, eurent recours à des moyens plus violens & plus sûrs; les affaires de l'Exposant l'assujétissoient à de fréquens voyages dans l'intérieur de l'île, la chaleur du climat ne lui permettoit de se mettre en

route que la nuit, il falloit absolument qu'il passât sur un pont ; Les Guibert le firent rompre.

L'Exposant tomba avec son cheval dans le fossé profond sur lequel il croyoit trouver ce pont sûr ; son negre, garanti du danger par la chute de son maître, le retira sans connoissance.

Le hasard ayant donc épargné aux Guibert un crime qu'ils avoient si froidement réfléchi, ils résolurent d'en prévenir les suites. Ils dénoncerent l'Exposant aux administrateurs, comme un perturbateur du repos public, un homme dont l'établissement étoit nuisible, un voisin turbulent & cruel, dont les passe-temps étoient de ravager les plantations voisines, & de déchirer à coups de sabre les negres des propriétaires qui l'entouroient (1).

---

(1) Cette requête, en forme de lettre, signée par les Guibert & leurs adhérens, contient à-peu près les faits suivans : L'Exposant est accusé de dévaster les possessions voisines de ses habitations, de déchirer à coups de sabre les negres de ses voisins, d'infecter les canaux par la décharge des immondices de sa manufacture, de dérober la chaux de ses voisins, & notamment celle du Mulâtre Chantelot, dont il avoit osé débaucher & maltraiter la femme ; enfin les Guibert terminent cet affreux tableau par assurer qu'il ne faudroit que cinq Fournier à Saint-Domingue pour détruire la colonie.

Ces calomnies devinrent en France la base de la diffamation à laquelle les Guibert se sont livrés ; les dépositions des témoins que l'Exposant a fait entendre en font la preuve.

Pour détruire d'un seul trait toutes ces calomnies, l'Exposant ne se permettra qu'une seule réflexion ; elle est simple, & doit se présenter naturellement. Les Guibert accusent l'Exposant d'avoir dérobé la chaux de ses voisins, & notamment celle du Mulâtre Chantelot,

Pour donner à cette requête , envoyée au Général & à l'Intendant , une apparence de fondement , les Guibert mendierent les signatures de quatre particuliers ; il est essentiel de vous observer , NOSSEIGNEURS , que trois de ces particuliers eurent l'honnêteté , postérieurement à l'envoi de la requête , de porter leur désaveu au greffe de la juridiction de Saint - Marc , en déclarant qu'ils n'avoient signé *que pour faire plaisir aux Guibert , n'entendant porter aucune atteinte ni préjudice à l'honneur de l'Exposant.*

Sur cette requête , évidemment calomnieuse , puisqu'elle ne contendoit que des imputations génériques , des faits invraisemblables ; puisqu'elle n'étoit signée que par des guildiviers qui avoient un intérêt direct à la suppression d'une manufacture dont la supériorité diminuoit l'exportation des leurs , les administrateurs ordonnent l'expulsion de la personne , la destruction de la propriété d'un habitant classé dans les mi-ices , dont , peu de temps avant , ils avoient reconnu l'innocence , auquel ils avoient rendu la liberté.

---

dont il avoit osé débaucher & maltraiter la femme. On croit , sans doute , que la signature de Chantelot va sanctionner un fait aussi particularisé ; & cependant il n'a aucune connoissance de cette lettre , il ne la signe pas. Pourquoi donc cette négligence des Guibert à se procurer une preuve qui devoit être pour eux d'une si haute importance ? Pourquoi ? C'est que tous les faits étoient faux , & que la proposition qu'ils auroient faite à Chantelot , de leur donner , par sa signature , une ombre de vérité , n'auroit excité que son indignation ; cependant ce Chantelot étoit celui qui , à l'instigation des Guibert , avoit réclamé contre la vente faite de son terrain à l'Exposant , & avoit été condamné envers lui en 1500 livres de dommages & intérêts.

Quelle étrange contradiction dans la conduite des administrateurs ! Quel renversement subit de tous les principes ! Quelle ignorance ou quel mépris des loix protectrices sur lesquelles reposent l'honneur, la sûreté, la propriété des citoyens ! Mais, ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que l'exécution de cet ordre est renvoyée au sieur de Couagne, à cet officier déjà reconnu prévaricateur, par les administrateurs mêmes, auquel ils avoient déjà reproché l'abus de son pouvoir, & que cette vexation devoit rendre indigne de leur confiance.

Aussi le lieutenant de Roi déploya-t-il, vis-à-vis de l'Exposant, tout ce que l'autorité subalterne, enhardie par la mission de ses chefs, peut avoir de plus arrogant : *les ordres du gouvernement*, lui dit-il, SONT QUE VOUS DÉTRUISIEZ VOTRE GUILDIVERIE, & que vous alliez, dans un mois, pour tout délai habiter un autre quartier, sinon L'ON FERA INCENDIER VOTRE FABRIQUE, ET SOUS VINGT-HUIT JOURS VOUS SEREZ TRANSPORTÉ PIEDS ET POINGS LIÉS SUR LES TERRES ESPAGNOLES ». Un sourire insultant précéda la notification de cet ordre exécrationnel, & un silence menaçant la suivit.

L'Exposant, malgré toute son indignation, eut encore assez de courage pour se contraindre, & , sans se permettre aucune réflexion sur l'illégalité de cet ordre, il se contenta seulement de le demander par écrit ; il lui fut refusé ; sur ce refus, il forma opposition, par la voie de la requête, à l'ordonnance des Général & Intendant, & conclut à ce que la requête de ses dénonciateurs lui fût communiquée.

Cette nouvelle demande, qui ne devoit souffrir aucune difficulté,



difficulté, qui ne pouvoit servir, au contraire, qu'à éclairer la religion des administrateurs, à leur fournir les moyens de réparer des torts qu'auroient pu occasionner leur précipitation ou leur erreur; cette communication, qu'en supposant même l'Exposant coupable, on ne pouvoit se dispenser de lui accorder, il ne put l'obtenir, parce qu'il *n'avoit pas accompagné sa requête de témoignages qui pussent balancer ceux qu'on avoit donné contre lui.*

Quoi! l'Exposant étoit calomnié sourdement, & il devoit savoir qu'on l'avoit dénoncé aux administrateurs! Il ne connoissoit aucun des crimes qu'on lui imputoit, & il devoit s'en justifier! Il ne savoit quels étoient ses accusateurs, leur rang, leur crédit, l'impression que pouvoient faire leurs assertions, & il devoit les combattre, démontrer la fausseté de leur accusation! Il ignoroit combien l'on avoit donné de témoignages contre lui, ce qu'ils contenoient, le degré de preuves qu'ils pouvoient former; & il devoit produire des témoignages qui pussent balancer ces preuves dont tout, jusqu'à cette époque, lui avoit dérobé l'existence!

Et c'est un magistrat auquel sa compagnie avoit donné une marque honorable d'estime & d'attachement, c'est le chef d'un tribunal souverain; c'est un administrateur, que la colonie elle-même avoit redemandé, qui, sans respect pour son caractère, sans égard pour sa réputation & sa gloire, s'est abaissé jusqu'à devenir l'instrument terrible de la ruine d'un citoyen, pour servir l'intérêt & la vengeance de ses alliés & de leurs complices!

Conformément à cette seconde ordonnance des Général & Intendant, confirmative de la première, le sieur de Couagne ordonna la suppression de la manufacture de l'Ex-

posant : deux fois la maréchaussée fut mise en marche pour l'arrêter, deux fois ses recherches furent vaines. Le lieutenant de Roi fit chasser les negres, les ouvriers, le commis de la manufacture, & interdit la continuation des travaux. Alors l'Exposant se rendit au Port-au-Prince, pour intéresser la justice des administrateurs; après avoir pris, toutefois, la précaution de faire, pardevant notaires, l'abandon forcé de tous ses biens (1).

Le défenseur de l'Exposant, au Port-au-Prince, écrivit au Général & à l'Intendant pour leur démontrer la surprise qui leur avoit été faite, & leur peignit avec force les malheurs & les pertes qu'elle avoit déjà fait éprouver : la réponse qu'il reçut des administrateurs lui fit appercevoir qu'il n'étoit pas facile de les ramener sur cet objet. Cette réponse commençoit ainsi : « Plusieurs habitans nous ont présenté requête pour se » plaindre d'une guildiverie qui étoit nuisible au quartier ; » *cet objet, comme vous savez, regarde la haute-police qui » appartient aux administrateurs* ». Et finissoit par ces termes concernans le défenseur de l'Exposant : « Il est éton- » nant, Monsieur, que vous vous soyiez prêté à mettre » sous nos yeux un pareil tableau ; nous aimons à croire que » *vous sentirez la légèreté de votre démarche* ».

La première phrase de cette lettre contient une infigne fausseté. Les administrateurs prétendent que le fait dont les

---

(1) L'usage, l'on pourroit dire même la jurisprudence de Saint-Domingue est, lorsqu'un citoyen se voit obligé d'abandonner forcé-  
ment ses biens, de rendre responsables des accidens qui peuvent  
leur arriver, ceux qui, par leurs vexations, l'ont contraint de prendre  
ce dernier parti.

habitans se plaignent est de leur juridiction. Il est vrai que la *haute police* appartient aux administrateurs, mais il est vrai aussi que les inconvéniens que pouvoit occasionner un établissement, quel qu'il fût, étoit un objet de *police ordinaire*, enlevé spécialement aux administrateurs, & réservé aux tribunaux de l'isle par l'ordonnance du Roi de 1683, les ordres de 1735 & de 1737, & par toutes les ordonnances rendues sur le fait de la juridiction jusqu'en 1775; les tribunaux ordinaires étoient donc seuls compétens pour juger les contestations qui s'éleveroient sur ces matieres & s'en attribuer la connoissance, c'étoit donc, de la part des administrateurs, une infraction formelle aux ordres multipliés du Souverain.

Mais pourquoi les administrateurs s'étoient-ils constitués juges dans une affaire où rien ne sollicitoit leurs soins? Etoit-ce par une suite des principes despotiques qui sont ordinairement la base de la conduite de ces dépositaires immédiats de l'autorité ministérielle, ou des motifs de faveur ne les avoient-ils pas plutôt dirigés? Dans l'un comme dans l'autre cas, ils feroient également blâmables; & si l'Exposant ne peut assurer que ce soit cet esprit d'indépendance qui ait animé toutes leurs opérations, au moins peut-il leur reprocher, avec plus de certitude, une condescendance criminelle pour des ennemis fiers de leur protection, auxquels il ne pouvoit opposer qu'une réputation intacte, honorée de l'estime de ses concitoyens.

Aussi, quand on voit les administrateurs, pour avancer la ruine d'un colon, s'empressez d'enlever aux tribunaux ordinaires la connoissance d'un fait qui, plus lentement à la vérité, mais en suivant la progression de la procédure, seroit toujours revenu pardevant eux; quand on desvoit, pour justifier cette usurpation, affirmer avec tant de hardiesse que

cette contestation doit être jugée par eux, tandis qu'ils fa-  
voient bien intérieurement que chaque pas dans cette affaire  
étoit de leur part un attentat à l'ordre établi par le Prince,  
pour régler la compétence des différentes juridictions; on  
n'est plus étonné de voir leur réponse commencer par un  
mensonge & finir par une menace; on n'est plus étonné de les  
voir essayer d'intimider l'homme courageux qui a osé secourir  
la malheureuse victime de leur erreur, forcée de défendre  
tout à la fois son honneur, sa liberté, sa fortune & sa vie;  
on n'est plus étonné de les voir imposer un silence absolu à  
l'homme courageux qui a osé leur démontrer avec respect,  
mais avec énergie, les suites funestes de leur précipitation;  
qui a osé leur rappeler des devoirs qu'ils avoient paru oublier,  
& les mettre dans la nécessité d'être justes ou d'être prévari-  
cateurs.

Pour conserver cependant une ombre d'équité, pour pa-  
roître respecter encore ces mêmes loix qu'ils violaient si ou-  
vertement, les administrateurs annoncent dans cette réponse  
que l'Exposant est encore à même de leur présenter une nou-  
velle requête accompagnée *de ces témoignages qui puissent  
balancer ceux qu'on avoit donné contre lui.*

Il fallut donc se prêter à ce nouveau caprice; il fallut que  
l'Exposant domicilié, connu, enrôlé dans les milices, se vît  
réduit, pour certifier aux administrateurs ses mœurs & sa  
bonne conduite, à leur fournir cette preuve humiliante qu'à  
peine ose-t-on en France exiger des mendiants, des vagabonds  
& des gens sans aveu.

Elle ne fut pas longue à acquérir cette preuve; & si quelque  
chose put consoler l'Exposant de l'espece d'abaissement auquel  
il se voyoit forcé de descendre, ce fut l'empressement de tous

les habitans indignés, à lui donner, dans les termes les plus honorables & les plus flatteurs ; ces témoignages de leur intérêt, de leur estime & de leur attachement.

Cette preuve fut aussi-tôt mise sous les yeux des administrateurs ; elle ne dut rien leur laisser à désirer sur les lumières qu'ils avoient paru vouloir acquérir : d'après cela, on croira peut-être qu'ils vont revenir sur leurs pas, reconnoître la surprise qu'on leur a faite, révoquer l'ordre qui proscrivoit le citoyen & sa propriété : l'Exposant le crut ; il se trompa, & cette erreur si douce pour lui fut détruite par une scélératesse qui mit le comble à son malheur & qui acheva de le ruiner totalement. L'ordre ne fut pas retiré ; le lieutenant de Roi, dans les excès de sa rage, avoit parlé hautement de le mettre à exécution. L'Exposant étoit malade à trois lieues de sa Manufacture ; les travaux avoient été suspendus ; les ouvriers, les negres, le commis avoient été chassés ; mais l'Exposant, d'après les nouvelles démarches qu'il avoit faites, pouvoit triompher : ses ennemis profiterent de tant de circonstances réunies, & dans la nuit du 17 au 18 Avril, on incendia sa Fabrique ; tout devint la proie des flammes, magasins, papiers de commerce, livres, registres ; un instant vit détruire un établissement qui rapportoit à l'Exposant plus de 70,000 liv. de revenu ; & une fortune de près de 500,000 liv. acquise par dix années de soins, d'intelligence & de travaux.

Un exprès vint annoncer à l'Exposant la nouvelle de ce désastre. Sur le champ il vole à S. Marc rendre plainte de ce crime, & retourne au Cap pour le dénoncer aux administrateurs. Une chose essentielle, NOSSEIGNEURS, & que l'Exposant vous supplie de ne point perdre de vue, c'est que l'Intendant, le sieur de Bongars, observa à l'Exposant que sa



guildiverie n'avoit pu être incendiée *que par les fabricateurs de la requête calomnieuse* ; il lui dit de se trouver à S. Marc quand lui sieur de Bongars & le Général s'y rendroient , voyage annoncé pour le mois suivant.

Quelle fut la surprise de l'Exposant quand le lendemain son défenseur reçut une lettre des administrateurs , qu'accompagnoit le renvoi de la requête & des 42 certificats qui y étoient joints. Le motif de ce renvoi étoit parce que la requête des Guibert n'étoit plus entre les mains des administrateurs , que par conséquent ils ne pouvoient la communiquer aux juges de S. Marc , & que d'ailleurs *cette communication auroit pu occasionner un procès ruineux pour toutes les Parties.*

Ici, NOSSEIGNEURS , vous aurez peine à contenir votre indignation , en voyant des administrateurs se jouer aussi froidement d'un citoyen dont ils ont préparé les malheurs ; l'accueillir avec intérêt , l'écouter avec bonté , lui désigner ses ennemis , lui promettre la vengeance de toutes leurs atrocités ; & le lendemain détruire toutes ses espérances , refuser de lui livrer les auteurs de sa ruine , de lui rendre la justice qu'ils lui avoient promise. Eh quoi ! les administrateurs exigent des preuves de la probité , des mœurs de l'Exposant ; il leur en fait passer , & dans leurs mains ces preuves deviennent infructueuses ; & elles laissent subsister des soupçons qu'ils ne pouvoient manifester sans outrage ! Pour communiquer la requête des Guibert aux juges de S. Marc , les administrateurs exigent une requête de l'Exposant ; il la leur présente , & à peine leur est-elle envoyée , que celle de ses dénonciateurs s'échappe de leurs mains ! Et le prétexte d'une conduite si coupable est une dérision plus cruelle que le déni de justice qu'ils lui font éprouver ; c'est , disent-ils , parce que cette



communication auroit pu occasionner *un procès ruineux pour toutes les parties* ; RUINEUX POUR TOUTES LES PARTIES !

Ah ! ce n'étoit pas de l'Exposant que les administrateurs vouloient parler ; ce n'étoit pas sa fortune qu'ils avoient voulu ménager quand ils avoient ordonné la destruction de sa propriété pour complaire à des calomniateurs effrénés, à des ennemis acharnés à sa perte : ce n'étoit pas sa fortune qu'ils avoient voulu ménager quand ils avoient autorisé par leur silence les persécutions qu'il a essuyées & l'incendie de ses possessions entières : ce n'étoit pas sa fortune qu'ils vouloient ménager quand, pour favoriser le crime, ils faisoient taire les loix, & qu'ils cherchoient à soustraire à leur vengeance des coupables dont ils avoient enhardi l'audace, secondé les efforts, partagé les forfaits ; c'étoit, c'étoit les Guibert seuls dont ils vouloient sauver la ruine, & auxquels ils vouloient assurer la jouissance tranquille de leurs infâmes succès.

Attéré par cette lettre foudroyante, l'Exposant sentit bien qu'il ne devoit plus rien attendre des administrateurs ; il retourna à Saint-Marc pour se présenter à eux lors de leur passage, & suivre sur sa plainte une procédure criminelle.

Parmi les dépositions des témoins, celles des sieurs Moreau, Caze & la Roque, sont à remarquer ; ils disent que l'économe des sieurs Guibert leur apporta, de la part de ses maîtres, à signer une requête dont l'objet étoit de faire détruire la guildiverie de l'Exposant, & qu'ils la signèrent, *parce que cette guildiverie étoit nuisible aux leurs*.

Les autres dépositions n'ont fourni que des présomptions, mais ces présomptions, par leur réunion, suffirent pour former un corps de preuves capable de constater un délit tel que celui dont l'Exposant poursuivoit la réparation.

Enfin les administrateurs arrivent à Saint Marc ; ils avoient promis de rendre dans ce voyage justice à l'Exposant ; c'est alors qu'il s'abandonne aux plus flatteuses illusions , qu'il oublie ses malheurs passés ; d'heureux pressentiment lui font entrevoir la fin de tant d'outrages , & son ame , si long-temps froissée par la douleur , se r'ouvre à l'espérance ; les administrateurs ont recours aux informations , & de toutes parts les preuves de son innocence éclatent dans tout leur jour ; le Général , révolté du piège qu'on avoit tendu à sa crédulité , présenta l'Exposant à l'Intendant en lui disant ; *c'est UNE ATROCITÉ , UNE HORREUR que les injustices & les vexations qu'il a éprouvées ; VOUS VOYEZ QUE L'ON NOUS A GROSSIEREMENT SURPRIS. REMETTEZ-LUI SA REQUÊTE ; IL FAUT QUE SES ACCUSATEURS SOIENT PUNIS.*

Ces paroles consolantes rendirent à l'Exposant sa tranquillité. L'Intendant répondit que la requête étoit entre les mains du sieur de Couagne ; le Général ordonna à l'Exposant de revenir au bout de deux jours chercher cette requête ; il ajouta : « *je veux que vous obteniez justice* ».

Par quelle fatalité inconcevable , & qui semble attachée au sort de cette malheureuse affaire , les bonnes intentions du Général se trouverent-elles encore ne pouvoir opérer aucun effet ? Pourquoi les injustices que l'Exposant éprouvoit depuis si long-temps se perpétuèrent-elles encore , contre le vœu d'un administrateur qui avoit eu le courage de reconnoître son erreur , & qui avoit la générosité de vouloir la réparer ? C'est que le Général , égaré par son collègue , connoissant mieux , sans doute , les loix militaires que les détails infinis des loix criminelles , avoit laissé l'Intendant

agir

agir seul dans une affaire dont il avoit cru pouvoir confier la décision à ses lumières & à son intégrité.

Aussi si , jusqu'à cette époque , l'Exposant s'est vu forcé d'inculper ensemble les administrateurs , c'est que les ordres émanés du gouvernement, c'est que leurs lettres même, revêtues de leurs deux signatures , ne permettoient pas qu'il les séparât, & qu'ayant paru de concert préparer sa ruine , il falloit nécessairement que ses plaintes se dirigeassent contre eux.

Mais aussi avec quelle satisfaction l'Exposant ne s'empresse-t-il pas de les séparer , lorsque leur conduite particulière ne lui permet plus de les confondre ; il aime à retracer ici ces témoignages d'intérêt ; ces marques de sensibilité qu'il a reçues de M. de Bellecombe , quand cet officier général a été malheureusement convaincu qu'il est bien plus aisé à un administrateur de déplorer les malheurs causés par sa surprise , que de les réparer , sur-tout quand il a pour collègue un homme artificieux & méchant , qui fait faire servir à la perte d'un citoyen jusqu'aux formes salutaires , qui font sa plus grande sûreté.

Conformément à l'ordre qu'il en avoit reçu du Général , l'Exposant se présente le surlendemain , pour redemander la requête ; on lui dit qu'elle avoit été renvoyée , & qu'elle devoit se trouver dans les malles du Sr de Bongars ; ce dernier avoit même demandé à l'Exposant qu'il lui confiât les pièces qu'il vouloit faire servir à sa défense , en lui assurant qu'il les remettroit à son avocat au Port-au-Prince ; mais l'Exposant ayant fait part de cette démarche à M. de Bellecombe , il lui répliqua vivement ; *allez chercher vos pièces , car M. de Bongars diroit encore qu'il les a perdues.*

La requête ne se trouva pas plus au Port-au-Prince qu'au

Cap & à Saint-Marc, & l'Intendant finit par déclarer qu'elle étoit irrévocablement perdue.

De leur côté les juges de Saint - Marc, sans avoir égard aux dépositions des témoins & aux présomptions accumulées qu'elles contenoient, civilisèrent le procès.

L'Exposant interjeta appel de cette sentence au Conseil supérieur. Le même jour, à la même audience, cette Cour rendit deux arrêts diamétralement opposés. Le premier débouta l'Exposant de son appel, & ordonna l'exécution de la sentence; après ce premier arrêt, le défenseur de l'Exposant fit de fortes représentations sur le danger qu'il y auroit à laisser subsister un pareil jugement; il fit sentir avec vigueur combien la civilisation d'un procès relatif à un incendie entraîneroit des suites funestes; ces réflexions prévalurent, & sur le champ un nouvel arrêt, contraire au premier, infirma la sentence, renvoya l'instruction du procès pardevant d'autres juges que ceux qui en avoient déjà connu.

Sans doute qu'on se demandera comment il est possible que le Conseil supérieur ait rendu un premier arrêt aussi peu conforme aux principes & aux loix. Le fait suivant pourra peut-être donner quelques éclaircissmens.

Avant l'audience, l'Exposant avoit été solliciter le sieur de Bongars, qui étoit tout-à-la-fois Intendant & premier Président, pour le prier de se récuser, puisqu'il étoit allié des sieurs Guibert, & qu'il avoit conservé leur requête dans ses mains; le sieur de Bongars l'avoit promis; & cependant c'étoit lui qui, malgré sa parole, avoit eu la hardiesse de prononcer les deux arrêts.

L'Exposant, en rendant compte de ces deux jugemens au Général, ne put dissimuler les inquiétudes que lui donnoit

cette conduite si étrange du Conseil supérieur. Le Général s'aperçut bientôt que l'Exposant étoit sacrifié aux Guibert, & il lui dit : *partez pour la France , évidemment les tribunaux ici SONT FERMÉS POUR VOUS* : il lui fit aussi-tôt expédier un passeport.

L'Exposant se dispoisoit à partir, quand un ordre du Général le rappella près de lui ; c'étoit pour lui remettre , au lieu du passeport , une lettre de recommandation pour le Ministre. Comme l'Exposant se propoisoit de demander justice , & non pas de réclamer des protections , il témoigna au Général sa reconnoissance , garda son passeport & s'embarqua le même jour sur un navire qui mettoit à la voile pour venir en France.

D'après ce tableau fidèle de ses malheurs , dont mille habitants de Saint - Domingue peuvent vous attester la vérité , l'Exposant va vous proposer, Nossseigneurs , quelques-unes de ses réflexions , fruits de la triste expérience que tant de vexations lui ont acquise.

Le pouvoir des Administrateurs à Saint - Domingue est trop étendu pour que celui des Tribunaux puisse conserver quelque ressort : les loix des Souverains , qui ont voulu établir une juste balance entre ces deux puissances , & les opposer l'une à l'autre avec un égal degré de force , sont restées sans vigueur , parce que dans tout pays où l'autorité l'emporte la justice est ordinairement réduite à se taire.

Cette impuissance des Tribunaux de faire exécuter non-seulement les loix qui ont été créés pour leur donner une stabilité précieuse , pour les soustraire au joug ministériel , mais celles qui ont été établies pour assurer à chaque habitant son repos , sa sûreté , sa propriété , naît de la réunion dans



un seul individu de la puissance arbitraire & de la puissance judiciaire : c'est cette réunion qui favorise tous les excès dont les Habitans se plaignent si hautement : c'est elle qui a causé les malheurs de l'Exposant : c'est elle qui menace sans cesse le Cultivateur industrieux , le Colon actif , le Propriétaire sans appui. Si des ennemis adroits ou protégés ont juré leur perte, en vain ces malheureux s'adresseront-ils aux Tribunaux ordinaires ; ils y trouvent pour chef , l'Intendant , l'homme du Ministre ; les Magistrats , qui tiennent en quelque sorte de lui toute leur existence , n'osent pas contrarier ses desirs ; on souscrit d'avance à sa volonté , & si le cri des loix , si le cri de l'humanité se font entendre à leur ame , ils sont bientôt étouffés par la voix plus impérieuse de l'intérêt personnel , ou par cette pusillanimité honteuse qui vole au-devant des intentions d'un Chef dont on craint d'exciter la colere.

Ces infortunés auront-ils recours à l'Autorité ? On conçoit sans peine quel est le sort qui les attend , si leurs ennemis ont été assez heureux pour prévenir les Administrateurs & les indisposer contre eux : c'est encore l'Intendant qu'ils rencontrent ; mais ce n'est plus un homme obligé de capter des suffrages pour consommer une injustice , c'est un homme qui prononce seul , qui s'abandonne entièrement aux impressions de la haine , de l'intérêt ou de la séduction ; c'est un homme qui prononce seul , & qui , imbu des maximes meurtrieres des bureaux , compte pour rien la ruine d'un citoyen , pour peu qu'elle tourne à son avantage ou à l'utilité de ses créatures.

Ainsi , de quelque côté qu'on sollicite la justice des loix , elles sont condamnées au plus absolu silence : dans leur sanctuaire , violées par l'autorité , hors de là , méconnues , & le



plus souvent méprisées. Qu'on s'étonne donc à présent que cette contrée, le centre de l'opulence & des ressources, soit en même temps le foyer de toutes les injustices, & l'écueil de la foiblesse & de l'innocence.

Si le sieur de Bongars n'eût pas été Intendant, & en cette qualité, Président né du Conseil supérieur, jamais cette cour auroit-elle osé confirmer la sentence des juges de Saint-Marc, qui avoient civilisé un procès introduit sur une plainte en incendie ? auroit-elle osé assimiler le citoyen honnête, victime de la vengeance & de la cupidité, à un être égaré qui déplore des malheurs fantastiques, & dont l'imagination prévenue croit appercevoir à chaque instant des pièges, des flammes & des persécuteurs.

Pour détruire cet abus, dont les suites sont si dangereuses, il faudroit que chaque Conseil supérieur eût, pour le présider, un magistrat toujours indépendant de l'administration ; il faudroit qu'une loi nouvelle interdît expressément aux Administrateurs toute usurpation sur la puissance judiciaire, il faudroit qu'elle leur enlevât le droit qu'ils se sont attribué de prononcer arbitrairement, & de leur propre autorité, sur les biens, sur la personne, sur la vie d'aucun citoyen, & que des peines sévères devinssent un frein pour celui qui seroit tenté d'éluder cette loi si nécessaire au bonheur, à la tranquillité des colonies.

Mais il faudroit sur-tout que le ministère de France perdît toute espèce d'influence sur les Tribunaux de l'île : eh ! que deviendroient les réformes proposées, si l'administration conservoit encore une inspection directe sur les Tribunaux ! L'abus alors ne seroit que pallié, & les effets qu'il produit, malgré

la sage prévoyance du gouvernement , auroient toujours leur cours.

Le système des ministres est trop opposé aux principes constitutionnels ; tout ce qui peut mettre quelque entrave au jeu de leur pouvoir devient bientôt pour eux un objet d'aversion & de réforme ; appelés pour un temps si court à une place dont à peine , à leur sortie , connoissent-ils les premiers devoirs , ce ne sont pas eux qui agissent , ils sont nécessairement forcés de s'en rapporter au travail de leurs bureaux ; ou si , dans la durée de leur ministère , ils veulent quelquefois opérer seuls , c'est par ce même instinct qui porte les enfans à essayer leurs forces pendant l'absence ou les occupations de leurs surveillans.

Les bureaux sont donc les seuls qui dirigent toutes les actions du ministre ; mais comme la plupart des individus & des chefs même de ces bureaux n'ont pas souvent la plus légère teinture des loix , il s'ensuit que tout ce qui contrarie leurs volontés , tout ce qui dérange leurs projets , tout ce qui s'oppose à l'exécution de leurs plans ne leur paroît que des précautions inutiles , que des regles superflues , que des institutions vicieuses. Delà cette facilité à se jouer de toutes les formes , à enfreindre toutes les loix pour satisfaire leurs petites passions , ou hâter le développement de leurs petits moyens.

Or , les Administrateurs , qui ne sont que les agens des bureaux , apportent nécessairement cet esprit d'indépendance ; ils souffrent impatiemment de tous les obstacles qu'on leur oppose ; & ils ne se permettent tant de vexations que parce qu'ils sont bien certains d'être avoués & soutenus par l'administration. Si les Tribunaux , révoltés de ces abus d'autorité ,

osent se permettre quelques représentations ; le ministre , ou plutôt ses subalternes , étouffent aussi-tôt leurs plaintes & les réduisent à une existence passive , toujours soumise aux caprices des Administrateurs. Si quelque citoyen , victime de leur injustice ou de leur prévarication , se hasarde à les poursuivre pour obtenir une réparation que tout semble lui assurer , il faut encore qu'il s'adresse aux bureaux : on l'accueille , on le flatte , on l'amuse ; son courage déplaît-il ? on cherche à l'intimider ; sa fermeté lasse-t-elle ? on le proscriit , on le sacrifie , par une conséquence absurde de cette maxime barbare , qu'il ne faut pas compromettre l'autorité dans la personne de ceux qui en sont revêtus.

L'Exposant n'a malheureusement que trop éprouvé combien , dans ces cruelles circonstances , la patience & le bon droit sont inutiles , les protections même impuissantes , quand il faut lutter contre un administrateur défendu par les bureaux de son département , & cette triste vérité va se trouver confirmée par le récit des faits de la seconde époque.

## SECONDE ÉPOQUE.

### *Démarches infructueuses auprès des Ministres.*

Arrivé à Paris , au mois de juin 1785 , l'Exposant obtint une audience de M. le maréchal de Castries ; ce ministre , après avoir écouté avec intérêt les malheurs de l'Exposant , lui demanda un mémoire exact & circonstancié des faits dont il se plaignoit ; ce mémoire fut remis la veille du départ du ministre pour Dunkerque , voyage pendant lequel il avoit promis de s'occuper de cette affaire.

La réclamation de l'Exposant occasionna entre lui & le sieur de Vaivre, chef du Bureau de la marine, des rapports de sollicitation souvent réitérés. Ce magistrat écrivit à l'Exposant, que le rapport de son affaire seroit prêt pour le retour du ministre; cependant, malgré la promesse du sieur de Vaivre, entre le retour du ministre & le rapport de l'affaire, il s'écoula un espace de trois mois.

Le rapport se fit à Fontainebleau; peu de jours après, le sieur Bordot, premier commis du contentieux, retint la requête de l'Exposant, sur laquelle il annonça une décision, & lui rendit ses pièces. L'arrêt rendu sur cette requête fut lu à l'Exposant par le sieur Bordot, & il portoit que les sieurs de Bellecombe & de Bongars seroient tenus de donner les motifs de leurs ordres & ordonnances, & de rapporter les requêtes; le sieur Bordot, dit en même-temps, qu'il n'attendoit que la signature du Ministre pour faire expédier cet arrêt au défenseur de l'Exposant.

Cependant, après plusieurs sollicitations pour obtenir l'expédition de cet arrêt, le sieur de Vaivre répondit à l'Exposant qu'on n'expédioit point ces sortes d'arrêts; il ne fut que penser de cette contradiction entre le premier commis & le chef du bureau; l'un ou l'autre se trompoit-il, ou tous les deux trompoient-ils l'Exposant? Ce qui augmentoit encore son incertitude, c'est que son avocat aux conseils, un des anciens du college, avoit aussi demandé l'expédition de cet arrêt, & qu'il n'étoit pas presumable que sa demande s'écartât aussi ouvertement des regles dont il devoit certainement être instruit.

Enfin il abandonna la poursuite de cette expédition, sur le refus de son avocat de présenter un mémoire pour l'obtenir,

& la déclaration qu'il lui fit de ne pouvoir plus lui continuer ses soins.

C'est à peu-près vers ce temps que le sieur Guibert l'aîné & le sieur du Gaz du Vallon son beau-frère parurent dans la capitale : la calomnie qui leur avoit si bien réussi à S. Domingue parut aussi pouvoir servir leurs projets ; aussi diffamèrent-ils l'Exposant dans leurs sociétés particulières, dans les fiennes, publiquement, avec une indécence, une effronterie dont rien n'avoit encore fourni d'exemple. L'Exposant ne tarda pas à ressentir les effets d'une diffamation aussi soutenue ; il fut obligé de se retirer de deux sociétés où il venoit d'être admis ; un mariage fut manqué ; il rendit plainte contre eux ; le procès est pendant au Châtelet, & à la veille de recevoir sa décision.

Peu de jours après la désertion de son nouveau défenseur, l'Exposant se présenta à l'audience du Ministre, & y trouva le sieur de Bellecombe : Le Général promit à l'Exposant d'instruire M. le Maréchal de Castries de toutes les vexations dont il lui avoit conseillé de venir porter ses plaintes en France ; il passa même chez le sieur de Vaivre pour le disposer favorablement. Immédiatement après cette entrevue, le chef de bureau dit à l'Exposant : *Je suis enchanté des bons témoignages que M. le Gouverneur vient de me rendre de vous ; il m'a dit qu'il avoit été surpris, que vous aviez essuyé de cruelles vexations, & fait des pertes considérables* : il lui indiqua même un rendez-vous à Paris.

L'Exposant se trouva au rendez-vous donné par le sieur de Vaivre, & ce Magistrat lui répéta tout ce qu'il lui avoit dit à Versailles, & il ajouta : (ce sont ses propres termes) *que les sieurs Guibert étoient LES VÉRITABLES AUTEURS des*

*vexations auxquelles l'Exposant avoit été en proie ; le Gouvernement, continua-t-il, va vous indemniser des effets de l'exécution des ordres & ordonnances surpris contre vous, optez des concessions ou d'un greffe. M. de Bongars aura ordre de vous remettre la requête en dénonciation de vos adversaires, & vous serez le maître de les poursuivre à votre gré pour vos dommages.*

L'Exposant témoigna au sieur de Vaivre toute sa sensibilité ; mais en même-temps, il lui observa qu'il ne pouvoit pas envisager comme un dédommagement les offres qu'il avoit la bonté de lui faire : 1°. dans toute la partie Française de l'île Saint-Domingue il n'existoit plus de terrain à concéder. 2°. L'Exposant étoit cultivateur, fabricant de taffia, négociant, & il falloit d'autres qualités, d'autres connoissances pour exercer l'état de greffier. *Eh bien !* répondit le sieur de Vaivre, dont les instructions secrètes contenoient apparemment des pouvoirs étendus, *je vous propose la place de concierge du Cap François.*

L'Exposant demanda vingt-quatre heures pour se consulter ; le lendemain, retournant chez le chef de bureau, il accepta la place de concierge du Cap, à condition qu'elle lui seroit conférée par un brevet du Roi, qui lui permettroit d'y nommer un représentant, & qu'on ordonneroit au sieur de Bongars de remettre les pièces & les requêtes fournies par les Guibert.

Le sieur de la Mardelle, Procureur-Général du Conseil supérieur de Saint-Domingue, étoit présent à cet entretien, & il applaudit à la modération de l'Exposant.

*Je suis content de vous,* dit alors le sieur de Vaivre à l'Exposant, *il ne faut pas demander la mort du pêcheur. Tout est*



*fini : donnez-moi votre parole d'honneur ; JE VAIS TOUT ARRANGER AVEC LE MINISTRE, AU GRÉ DE VOS DESIRS.*

Après cette promesse, il ne restoit plus à l'Exposant qu'à attendre avec confiance la fin d'un arrangement qui lui avoit été offert si librement, auquel il ne manquoit que la sanction du Ministre, sanction qui ne devoit se présumer être bientôt accordée ; par l'empressement du sieur de Vaivre à proposer cet accommodement ; mais toutes ces entrevues n'étoient que des lenteurs préparées de la part du chef de bureau ; toutes ces propositions n'avoient d'autre but que de promener l'Exposant d'espérance en espérance, jusqu'à ce que, lassé de tous ces retards, le parti qu'il prendroit déterminât la conduite qu'il faudroit tenir.

Ayant obtenu une audience de M. le Maréchal de Castries, il s'y rendit, comme il en étoit convenu avec le sieur de Vaivre, pour recevoir l'approbation du Ministre sur l'arrangement projeté avec le chef de bureau. Quelle fut sa surprise, quand il entendit le Ministre lui annoncer qu'il ne pouvoit lui accorder la conciergerie du Cap, *parce que les Administrateurs en dispoient sur les lieux !* que d'ailleurs c'étoit à ceux qui avoient occasionné sa ruine à l'en dédommager ; & il lui ordonna de dresser sur le champ un précis succinct de son affaire.

L'Exposant obéit ; malgré les mouvemens divers d'étonnement, de colere que faisoit naître ce refus si caractérisé, il rédigea avec le plus d'ordre qu'il lui fut possible le précis demandé, le remit au Ministre qui lui ordonna de revenir après son dîner ; il revint, M. le Maréchal entra dans son cabinet avec le sieur de Bellecombe ; on manda le sieur de Vaivre, & on ordonna à l'Exposant d'attendre.

Pendant cette conférence qui ne finit qu'à sept heures du soir, il seroit impossible de peindre les sentimens qui agiterent l'Exposant; ses demandes seront-elles accueillies? sa réclamation sera-t-elle rejetée? La réponse du Ministre l'arrêtoit sur cette dernière idée; mais les prévenances du sieur de Vaivre, l'intérêt qu'il lui avoit témoigné, les offres obligantes qu'il lui avoit faites, tout l'en écartoit, & il regardoit comme un outrage pour cet Administrateur de s'y fixer plus long-temps. Cependant, si l'on se déterminoit à lui rendre justice, pourquoi cette délibération si longue? Les moyens étoient prompts, leur exécution facile, un instant seul suffisoit pour décider l'administration: quel pouvoit donc être le motif de la durée de cet entretien? L'espérance, le découragement, l'inquiétude se succédoient rapidement dans son ame, & cette fluctuation cruelle se perpétua pendant près de quatre heures.

Enfin le sieur de Bellecombe sort; l'Exposant l'aborde avec confiance, lui demande la continuation de ses bons témoignages, de sa protection; le Général lui répond sèchement: *M. vous prendrez ce qu'on vous donnera, je vous y engage.*

Un instant après parut le sieur de Vaivre. Il tira l'Exposant avec empressement à part, & lui dit: *M. le Maréchal vient de décider qu'il faut vous rendre justice; mais il est indispensable d'attendre le retour de M. de Bôngars en France. En attendant, j'ai charge de vous offrir des secours pour vous soutenir à Paris. De quelle somme présumez-vous avoir besoin?* Il lui observa en même-temps de ne pas demander une somme trop forte; l'Exposant répondit qu'il la borneroit au

simple nécessaire, & promit de travailler à un mémoire relatif à ses demandes à son retour à Paris.

On n'attendit pas sa réponse, & on le rappella à Versailles ; pour connoître la décision du Ministre : il se présente, on le renvoie au sieur Bordot qui lui remet un brevet de gratification de 500 livres.

L'Exposant ne demandoit pas l'aumône, il demandoit justice ; il avoit fait deux milles lieues pour venir la chercher & non pour obtenir la gratification qu'on lui donnoit en indemnité d'une perte réelle de plus 800,000 livres ; cependant il garda le brevet sans en toucher le montant, comme un aveu que la justice qu'il réclamoit lui étoit véritablement due.

L'Exposant passa ensuite chez le sieur de Vaivre pour savoir au moins quelle étoit cette décision du Ministre ; le chef de bureau lui dit avec l'air le plus mystérieux : *quant à la décision, elle est Ministérielle, & vous ne devez pas la connoître. Je vous engage à aller toucher la gratification, autrement le Ministre croiroit que vous méprisez ses bienfaits.*

Voilà, NOSSEIGNEURS, à quoi se réduisirent toutes les espérances qu'on avoit fait concevoir à l'Exposant ; toutes ces places, toutes ces indemnités qu'on lui avoit promises s'évanouirent au moment où il les accepta, & cette justice qu'on reconnut lui être due, dont il savouroit déjà les heureux effets, se borna à une gratification de 500 livres, & à une décision ministérielle qu'il a toujours ignorée, mais dont la substance est facile à pressentir.

L'Exposant vit bien qu'il avoit été joué, & le Sr de Vaivre fut le seul qu'il accusa de cette injustice : il sentit que le Ministre, trop occupé pour voir tout par lui-même avoit dû nécessai-

rement s'en rapporter au chef de son bureau; & que le chef de bureau l'avoit trompé. Il sentit que le sieur de Bellecombe, par égard peut-être pour son collègue; par égard pour le sieur de Vaivre, ancien Intendant de la Colonie, & qui conservoit encore sur elle une coupable influence, s'étoit laissé entraîner par des moyens de considération; & que l'ex-Administrateur l'avoit gagné; il sentit sur-tout que le sieur de Vaivre, dont l'administration désastreuse avoit été pour la Colonie un fléau de six années, avoit cherché, non pas à sauver le sieur de Bongars des réclamations qui s'élevoient contre lui, mais à se dérober lui-même à la poursuite de ses nombreuses victimes. Tels furent les motifs que l'Exposant prêta à la conduite du sieur de Vaivre, motifs qu'il n'a que trop justifiés dans la suite.

Dans cette cruelle conjoncture l'Exposant choisit un nouveau défenseur, qui présenta un mémoire à M. le Maréchal de Castries, dans lequel il établit qu'il y avoit lieu à la prise à partie contre les Administrateurs.

Peu de temps après cette démarche, l'Exposant s'étant présenté chez le sieur de Vaivre, celui-ci s'emporta & traita de libelle le mémoire donné au Ministre.

En quittant cet ex-Administrateur courroucé, l'Exposant courut rendre compte à M. le Maréchal des inquiétudes & des menaces du chef de bureau; le Ministre eut la bonté de le tranquilliser, & lui indiqua une audience pour le jour suivant.

Mais qu'il est difficile à un homme en place de résister aux impressions d'un subalterne qui exerce sur son esprit un empire despotique, sur-tout quand sa confiance est moins le résultat d'une habitude connue, que le fruit de la nécessité! M. le Maréchal de Castries se laissa séduire par les insinua-

trions du chef de bureau, & au lieu de ces témoignages de bonté que l'Exposant recevoit du Ministre, il n'entendit que ces paroles terribles : « *Vous avez fait imprimer un libelle contre des administrateurs, ne vous avisez pas de faire ici comme à Saint-Domingue ; JE VOUS FEROIS ARRÊTER* ». L'Exposant voulut se permettre quelques représentations : « *Prenez-y garde*, continua le Ministre, *je ne vous en dis pas d'avantage*, » & il parla à une autre personne.

Cependant M. le Maréchal de Castries ne fut pas longtemps à reconnoître qu'il avoit été surpris, & dans une audience il le fit appercevoir à l'Exposant, en lui annonçant avec bonté que, pour pouvoir lui rendre justice, il falloit attendre le sieur de Bongars, & qu'il ne vouloit pas le juger comme on l'avoit jugé à Saint-Domingue.

Cet Intendant arrive enfin, & sous différens prétextes, il fit attendre ses réponses pendant trois mois.

Les malheurs de l'Exposant lui avoit procuré un protecteur ardent & généreux qui, après la lecture des mémoires & requêtes de l'Exposant, voulut bien se charger d'appaîser la colere du chef de bureau ; en effet, il se calma, & promit à ce Prince qu'on accorderoit à l'infortuné pour lequel il daignoit s'intéresser, une place considérable, & la remise de la requête calomnieuse des Guibert.

Le sieur de Vaivre a prétendu n'avoir pas tenu ce langage ; l'Exposant pourroit opposer victorieusement au chef de bureau le témoignage du Prince, & l'on sent d'avance qu'il pourroit détruire avec succès sa dénégation. Mais l'Exposant se contentera seulement de rappeler à l'ex-Administrateur une lettre écrite par lui au Prince, & qui contient cette promesse exprimée en termes très-clairs.



L'Exposant, instruit que le sieur Bongars venoit de donner ses motifs, se rendit à Versailles avec son Conseil pour en prendre communication, on la leur refusa : ils se présentèrent alors chez le Ministre, qui les assura qu'une satisfaction aussi juste leur seroit accordée; ils retournerent chez le sieur Bordot; ce commis exigea un ordre par écrit. Le Prince qui accor-  
doit sa protection à l'Exposant sollicita & obtint cet ordre; le premier commis communiqua, non pas les motifs du sieur de Bongars, mais un écrit signé par les Guibert & adhérens que le sieur Bordot assura être la seule piece remise par l'Intendant & dont il ne voulut pas donner copie.

Le lendemain, le défenseur de l'Exposant présenta une requête pour demander que cette piece, qui auroit dû être remise dans le temps aux juges de Saint-Marc, le fût en original au greffe du Conseil du Roi.

Le sieur de Vaivre, que cette demande embarrassa, résolut de prévenir son effet; pour hâter la ruine de l'Exposant, pour rendre inutile cette précaution nouvelle, qui seule pouvoit le soustraire à la proscription dont il étoit menacé, l'ex-Administrateur n'hésita pas à profaner le nom & l'autorité respectables du Monarque, dans un arrêt surpris à son Conseil, *donné en commandement, arrêt qui justifie le sieur de Bongars, & déboute l'Exposant de toutes ses demandes.*

Un arrêt en commandement! c'est-à-dire la volonté absolue du Souverain, ou plutôt la volonté passive d'un Ministre trompé, la volonté d'un chef de bureau partial & prévaricateur, voilà ce qu'on a osé substituer à la loi, pour perdre sans retour un citoyen dont la présence étoit importune, la patience fatigante, la fermeté redoutable : voilà ce qu'un Magistrat n'a pas rougi de solliciter pour mettre

un



un Administrateur coupable à l'abri des poursuites de la malheureuse victime des abus de son pouvoir, des excès de son autorité.

Dans le vu de cet arrêt, le sieur de Vaivre a poussé l'infidélité jusqu'à dissimuler les demandes de l'Exposant, jusqu'à dérober ses motifs ; il a négligé de viser ou il a écarté ses mémoires, ses consultations, ses requêtes ; deux lettres essentielles des sieurs de Bellecombe & de Bongars, qui servoient à prouver l'innocence de l'Exposant, leur déni de justice, & sur-tout la requête des Guibert ont été omises.

L'Exposant ne se permettra aucunes réflexions sur cette conduite criminelle du sieur de Vaivre ; elles doivent naître d'elles-mêmes.

L'Exposant réclame contre la surprise faite à la religion du Souverain ; il démontre l'infidélité du travail des bureaux, il en donne les preuves dans sa nouvelle requête. Aussi-tôt le sieur de Vaivre s'empresse d'étouffer ses plaintes, il fait rendre encore un second arrêt en commandement, qui confirme le premier, déclare l'Exposant calomniateur du sieur de Vaivre, lui fait défenses de récidiver, sous peine de punition corporelle, & interdit son défenseur pour un an. Cet arrêt est affiché sur tous les murs de la Capitale, & dans toutes les villes ou bourgs de la Colonie, avec une profusion scandaleuse.

Par ce nouvel arrêt, vous voyez, NOSSEIGNEURS, que le sieur de Vaivre immole deux victimes à sa sûreté, l'Exposant & son défenseur. L'Exposant se voit menacé de peines corporelles s'il ose élever la voix, son défenseur se voit menacé de la perte de son état s'il ose aider son malheureux client de son ministère. Quelle politique ! quel raffinement de

cruauté dans la conduite du chef de bureau ! Il favoit qu'en punissant le défenseur intrépide qui avoit préféré l'amour de la justice à la bienveillance des agens ministériels, non-seulement il le forceroit d'abandonner la cause qu'il avoit si courageusement défendue, mais qu'aucun de ses collègues ne se hasarderoit à tenter quelques démarches pour secourir un citoyen opprimé, objet de l'animadversion & de la colere d'un Magistrat vindicatif & puissant ; il obligeoit donc par là l'Exposant, sans appui, sans conseil, lassé de tant de revers, à s'éloigner d'une Administration où les loix ne sont plus que de vains simulacres, remplacées par l'intérêt & l'oppression.

Mais ce qu'il y a de plus révoltant, c'est que le sieur de Vaivre a eu l'indécence, dans ce dernier arrêt, de rendre le Monarque l'apologiste de sa conduite ; il n'a pas eu honte de faire lui-même son propre éloge, & de forcer la voix toujours pure & inaltérable du Souverain à consacrer ce mensonge. Si le sieur de Vaivre a cru pouvoir en imposer par tant d'audace à ceux qui n'ont ressenti, durant sa trop longue administration, que des maux en tous genres, qu'il se désabuse, & si le succès enivrant de toutes ses manœuvres l'a laissé réfléchir un instant sur ses coupables excès, il sera bientôt persuadé qu'il n'eût que difficilement échappé aux peines réservées aux administrateurs pervers, si ses vexations, ses injustices eussent été connues d'un Prince qui ne respire que pour le bonheur de ses peuples & le maintien des loix.

Ces arrêts en commandement, ou du propre mouvement du Roi, sont des actes illégaux, abusifs, dont vous ne sauriez, NOSSEIGNEURS, tolérer plus long-temps l'usage pernicieux.

Parmi les arrêts du propre mouvement, il en faut distinguer de deux espèces : les uns sont le résultat des délibérations prises par le Roi & son Conseil, d'après un examen approfondi des affaires qui intéressent l'administration, la législation & l'ordre public. Ces arrêts ne sont en quelque sorte que des projets, jusqu'à ce qu'ils ayent été revêtus d'un enregistrement libre & volontaire, qui leur donne ce caractère légal sans lequel la Nation ne pourroit les reconnoître; les autres participent tout à la fois du pouvoir législatif & du pouvoir judiciaire; non enregistrés, ils n'entraînent qu'une exécution forcée, mais non pas légale, puisque le Souverain seul a jugé, sans que la Nation ait consenti l'exécution de ce jugement : ainsi les arrêts du propre mouvement, vicieux dans leur nature, illégaux dans leur forme, contraires aux principes constitutionnels dans leur exécution, ne doivent exciter que la réprobation d'une Nation éclairée, & qui cherche à recouvrer ses droits & sa liberté.

Pour justifier ces actes purement d'autorité, on prétend qu'ils n'ont pour but que des objets d'administration, & que la célérité veut qu'ils soient indépendans de toutes regles; mais quand même ces arrêts ne seroient rendus que sur des objets d'administration, ce qui n'arrive pas toujours, il s'en suivroit qu'ils n'en seroient pas moins un abus, parceque, quelque pressante que soit la décision d'une affaire de cette espèce, la célérité qu'elle exige ne doit pas servir de prétexte pour éluder toutes les formes qui établissent des bornes sûres entre le pouvoir législatif & le pouvoir judiciaire.

C'est dans la réunion de ces deux pouvoirs que cet abus prend sa source, & la facilité laissée aux Ministres, de multiplier ces actes, fait qu'ils les appliquent arbitrairement aux

affaires générales & d'administration , comme aux affaire particulières & de discussion.

Or , rien de plus facile que d'obtenir ces arrêts en commandement ; on fait assez comment se font les arrêts au Conseil des Dépêches. Les Ministres réunis , chacun d'eux fait son rapport , non sur la production des parties , mais sur le travail des bureaux de son département ; l'opinion du Ministre forme l'arrêt , & jamais il n'est contrarié.

Si , comme l'Exposant vient de le dire , les arrêts en commandement ne peuvent subsister , même pour les objets d'administration , à plus forte raison faudra-t-il les anéantir dans toute affaire de discussion , ou qui intéressent des particuliers ; & vous êtes déjà convaincus , NOSSEIGNEURS , que la cause de l'Exposant étoit une de celles qui nécessitoient le moins les actes arbitraires de l'autorité des Ministres.

On se feroit bien gardé de laisser les Tribunaux ordinaires prononcer sur cette affaire : on craignoit les éclaircissimens nombreux que des défenses respectives pouvoient produire. Pour sauver des Administrateurs despotes , faire respecter jusqu'à leurs écarts , étouffer les plaintes de la victime qu'ils avoient immolée à leur vengeance , à leur intérêt ; il falloit sacrifier le vœu de la justice & des loix ; il falloit infliger encore des peines au Citoyen opprimé , qui élevoit la voix contre toutes les vexations qu'il avoit éprouvées ; il falloit lui enlever toute espece de ressources , le dépouiller de toute sa fortune : un arrêt en commandement remplissoit tous ces objets , on l'a obtenu ; mais cet abus , eût-il été le premier que ces actes eussent fait naître , il faudroit les proscrire.

L'Exposant croit donc vous avoir assez démontré , NOSSEIGNEURS ,

SEIGNEURS, combien il est indispensable de détruire cet abus dangereux qui menace toutes les classes de la société, par la facilité des Ministres d'étendre ces actes à toutes sortes d'affaires, soit d'administration ou de discussion, & combien un pareil acte est illégal & vicieux, puisqu'il est opposé aux principes les plus essentiels de la constitution de la monarchie Française. Il ne reste plus à l'Exposant qu'à vous mettre sous les yeux, NOSSEIGNEURS, des faits dont le récit est aussi douloureux pour lui que le souvenir.

L'Exposant, certain que ces deux arrêts avoient été évidemment surpris à la religion du Roi, présenta un placet à sa Majesté, dans lequel il dénonça les deux arrêts, le sieur de Vaivre, comme en étant le Rédacteur, & il demanda en même-temps à être jugé par une commission.

Le placet fut renvoyé à M. le Comte de la Luzerne, qui venoit de remplacer M. le Maréchal de Castries.

L'Exposant se présenta à l'audience du nouveau Ministre, & il ne tarda pas à s'apercevoir que le sieur de Vaivre l'avoit indisposé contre lui.

L'Exposant connoissant le caractère du nouveau Ministre, jugea que des protections puissantes ne pouvoient que lui être très-utiles, en conséquence, il eut l'honneur de présenter à la Reine un mémoire très-détaillé de toutes les particularités de son affaire: cette auguste Princesse, dont la bienfaisance égale la générosité, ne put se défendre d'accorder quelque intérêt aux malheurs de l'Exposant: elle daigna parler elle-même à M. le Comte de la Luzerne, & lui demanda une prompte décision.

Peu de jours après, l'Exposant s'étant rendu chez le Ministre, celui-ci lui exigea une nouvelle Requête, que



l'Exposant s'empressa de lui remettre avec de nouvelles pieces.

Huit mois s'écoulaient sans pouvoir obtenir le rapport : l'Exposant, ne sachant à quoi attribuer ce retard, écrivit au Ministre dix lettres, toutes plus pressantes, se succédant pendant cet intervalle; toutes restant sans réponse. L'Exposant prend le parti de porter ses plaintes à leurs Majestés.

Deux placets furent présentés successivement au Roi & à la Reine, qui les renvoyèrent à M. le Comte de la Luzerne; mais le 3 Août 1788, l'Exposant étant à l'audience, le Ministre lui annonça qu'il étoit debouté. Cette déclaration lui fût confirmée le 16 par une lettre ministérielle contenant ces mots : « *j'ai mis sous les yeux du Roi, étant en son Con-*  
» *seil, les représentations que vous avez faites, Monsieur, sur*  
» *les deux Arrêts rendus contre vous, les 17 Février & 28*  
» *Juillet 1787, ainsi que les pieces de la procédure, d'après*  
» *lesquelles ces Arrêts sont intervenus & toutes celles que vous*  
» *avez ultérieurement produites. Sa Majesté a décidé que les*  
» *deux Arrêts de son Conseil étoient INATTAQUABLES,*  
» *IRRÉVOCABLES SUR TOUS LES CHEFS, & qu'il ne devoit*  
» *y être porté AUCUNE ATTEINTE. Je vous renvoie toutes*  
» *les pieces que vous m'avez adressées, & suis &c.*

L'Exposant observa qu'une lettre ministérielle n'étoit point un Arrêt; il demanda qu'on le lui délivrât; le Ministre écrivit de sa main au bas des observations faites par le sieur Bordot, sur le mémoire de l'Exposant, que l'intention du Roi étoit *qu'il ne fût pas rendu d'Arrêt.*

Vous croirez, peut-être, NOSSEIGNEURS, que toutes les décisions annoncées par M. le Comte de la Luzerne, sont effectivement les décisions du Roi; que c'est sur le rapport de



cette affaire que Sa Majesté s'est déterminée à maintenir les deux arrêts précédemment rendus ; eh bien ! non ; ces décisions sont l'ouvrage du Ministre seul , c'est lui qui fait parler le Monarque , c'est lui qui ose le calomnier , en lui faisant ordonner l'exécution de deux jugemens , qui , s'il les avoit portés , blefferoient toutes les loix , autant qu'ils contrarieroient ses principes.

Comment caractériser une pareille conduite , & quel nom donner à une audace peut-être jusqu'alors sans exemple ? Un Ministre prévenu refuse de rendre justice à un homme dont il reconnoît le bon droit , il perpétue l'effet des vexations opérées par son prédécesseur ; & il ose imputer au Souverain la proscription d'un de ses sujets ! Un Ministre séduit par les insinuations d'un chef de bureau fourbe & méchant , égaré par les impressions de ce magistrat prévaricateur , s'empresse , pour épargner des administrateurs coupables , d'éloigner du trône leur malheureuse victime ; & il ose imputer au Souverain cette criminelle indifférence , le désigner comme l'auteur volontaire d'une injustice aussi révoltante ! Un ministre , par des motifs particuliers , craint de revenir sur ses pas , redoute les lumieres qu'on pourroit répandre sur l'innocence de l'infortuné qu'il poursuit ; & il ose accuser le Souverain , être le persécuteur du citoyen dont il a favorablement accueilli les plaintes , & pour lequel il a lui-même vainement réclamé cette justice qu'on lui refuse depuis si long-temps !

Ah ! jamais , non jamais l'Exposant n'a pensé un seul instant que ses nouveaux malheurs fussent ordonnés par un Roi qu'il chérit & qu'il révere ; jamais il n'a pu croire qu'un Prince juste & bienfaisant , ami des loix & de l'humanité , ait pu se

réfoudre à consacrer sa perte par aucun des jugemens surpris à son autorité ; jamais il n'a pu croire que la protection dont il a daigné l'honorer se soit bornée à des témoignages stériles d'intérêt & de sensibilité ; & si, livré à lui-même , & contemplant dans la solitude toute l'horreur de son sort, l'Exposant n'a pu se défendre de quelques murmures , des larmes de reconnaissance sont venues se mêler à celles que lui ont si souvent arrachées de si tristes souvenirs.

La preuve de la fausseté de ces décisions attribuées au Roi par M. le comte de la Luzerne , l'Exposant l'a tirée de l'ordre donné par Sa Majesté au Ministre de faire un nouveau rapport de l'affaire. Cet ordre, postérieur d'environ six semaines à ces décisions prétendues , se trouve notifié à M. le comte de la Luzerne par le renvoi du placet que l'Exposant avoit présenté. Or, si le Roi vouloit qu'au mois d'Octobre 1788, le Ministre lui fît un nouveau rapport de cette affaire, S. M. n'avoit donc pas pu vouloir, au mois d'Août précédent, que *les deux arrêts rendus par Elle fussent INATTAQUABLES, & qu'il n'y fût porté AUCUNE ATTEINTE*, sur tout quand le renvoi de tous les placets de l'Exposant, bien antérieur à ces fausses décisions, n'avoit eu de la part du Roi d'autre objet que de demander toujours un nouveau rapport de l'affaire.

M. le Comte de la Luzerne s'y est constamment refusé ; quels ont été ses motifs ? L'Exposant n'a pu encore les pénétrer ; mais au moins peut-il assurer ne s'être porté à aucune démarche qui ait pu lui attirer de sa part une animadversion si marquée. Le Ministre a opposé aux ordres du Roi, aux instances de la Reine, une résistance qu'on pourroit regarder plutôt comme une désobéissance que comme un refus. Qui ne se feroit flatté comme l'Exposant, à l'aide de ces augustes protecteurs, de

de voir s'accélérer la fin de tant d'inquiétudes & de tourmens? Cependant le caprice d'un Ministre rend leurs intentions infructueuses, il trouve moyen d'éluder les ordres précis qu'on lui donne, & plus maître que son Roi, il commande à sa bienfaisance, il impose silence à son humanité.

Des personnages moins augustes ont essayé d'ébranler M. le Comte de la Luzerne, rien n'a pu le vaincre; enfin, un citoyen respectable par ses vertus & ses grades, en a arraché cette réponse: *Que l'Exposant n'obtiendrait JAMAIS JUSTICE, QUOIQUE'ELLE LUI FUT DUE.* L'Exposant, de son côté, sollicitoit le sieur de Vaivre pour l'engager à déterminer le Ministre à faire cesser cette persécution cruelle; le chef de bureau dit froidement à l'Exposant, que *toutes ses démarches étoient inutiles, & qu'on ne revenoit point contre des arrêts rendus en connoissance de cause & sur productions respectives.*

Ici le sieur de Vaivre est encore en contradiction avec la vérité.

Dans tous les cas ordinaires, certainement qu'on n'est plus admis à réclamer, lorsqu'un Tribunal légalement constitué a prononcé; parce qu'il est essentiel que l'état & la propriété des citoyens ne soient pas toujours en suspens.

Mais à l'égard d'un arrêt en commandement, vous savez, NOSSEIGNEURS, qu'il n'émane que de l'autorité, & que rien n'est plus versatile que les actes qui n'ont d'autre principe que l'arbitraire: sur une infinité d'exemples qu'en offriroit le dépôt des archives du conseil, l'Exposant n'en citera qu'un seul; c'est un arrêt sorti des bureaux de la marine sous le ministère de M. le Maréchal de Castries & de la connoissance du sieur de Vaivre lui-même.

Le sieur du Garrier d'Uzeh s'étoit rendu appellant de deux

ordonnances des administrateurs de S. Domingue des 2 Mai & 22 Juillet 1774.

Il avoit été débouté de sa demande par deux arrêts du conseil des dépêches des 3 Mai 1782 & 3 Janvier 1784.

Un troisieme arrêt, rendu au rapport de M. le Maréchal de Castries, le 9 Novembre 1786, casse & annulle les précédens, ainsi que les ordonnances des administrateurs de S. Domingue, & renvoie sur le fond devant les juges du tribunal terrier du Port-au-Prince.

Si M. le Comte de la Luzerne, chargé expressément par Leurs Majestés de faire un nouveau rapport, ne s'étoit pas laissé prévenir, s'il n'avoit consulté que la justice, il se seroit empressé d'anéantir ce monument honteux de l'autorité surprise; il se seroit empressé de réparer une erreur qui avoit eu des suites si terribles: car il pouvoit, à l'exemple de son prédécesseur, faire révoquer les deux arrêts du conseil des dépêches, & faire donner des juges à l'Exposant pour prononcer sur le fond; l'impossibilité de suivre cet exemple pouvoit seule motiver son refus; cette impossibilité n'existoit pas, il est blâmable: si ce sont au contraire des raisons secretes d'animosité ou d'intérêt qui l'ont retenu, il n'est que plus criminel.

Il n'avoit donc, & il ne devoit avoir aucun prétexte pour désobéir aussi formellement aux ordres réitérés de LL. MM.; si, comme il l'a dit lui-même, il reconnoissoit qu'il étoit dû justice à l'Exposant, pourquoi a-t-il persisté jusqu'à ce jour à ne pas vouloir la lui rendre? Pourquoi, fatigué de la persévérance de l'Exposant à recourir aux pieds du Roi, ce Ministre a-t-il osé le menacer de le faire enlever, de le faire embarquer de force & punir à S. Domingue? Pourquoi s'armer de son crédit & de son pouvoir, dans une terre étrangère, vis-à-vis

d'un homme dont il connoissoit l'innocence & le bon droit ;  
& rester dans une inaction perfide sous les yeux paternels  
d'un Monarque dont il trompoit sans cesse la confiance & la  
bonté ?

Voilà , NOSSEIGNEURS , quelle est la conduite coupable  
du ministre que l'Exposant traduit aujourd'hui devant vous.  
Tout ce qu'un citoyen peut éprouver de plus cruel , soit dans  
son honneur , sa liberté , sa fortune , l'Exposant l'a souffert :  
diffamé par des envieux avides , emprisonné par les ordres  
d'un officier inhumain , ruiné par des ennemis opulens &  
protégés , sacrifié par des administrateurs lâches & despotes ,  
joué par un ministre foible , pros crit par un subalterne arti-  
ficieux & vindicatif , persécuté enfin par un Ministre indomp-  
table & calomniateur de son Roi ; voilà les horreurs que l'Ex-  
posant a essuyées , voilà les crimes qu'il vous dénonce &  
dont il poursuit en vain depuis si long-temps la juste ré-  
paration.

Appelés par le Monarque à la régénération de son Empire,  
dignes coopérateurs d'un Roi digne de vous , c'est à vous  
seuls , NOSSEIGNEURS , à porter un regard assuré dans ces  
antres ténébreux où la calomnie , la haine & la vengeance  
entassent leurs victimes ; c'est à vous seuls qu'appartient la  
réforme des abus que l'Exposant a le courage de vous faire  
connoître. Que des loix sages & sévères renferment les ad-  
ministrateurs des Colonies dans les bornes de leur pouvoir ;  
qu'elles rendent les Tribunaux indépendans de l'autorité mi-  
nistérielle en leur donnant pour chefs des magistrats recom-  
mandables par leur intégrité , leur amour pour la justice , &  
dont la voix publique atteste également & le mérite & les  
mœurs. Divisez en France le pouvoir législatif du pouvoir



exécutif ; anéantissez ces actes odieux de la puissance arbitraire dont l'existence illégale annonce presque toujours les principes vicieux de leurs auteurs ; confiez à un Tribunal , totalement étranger au ministère , le droit de connoître des appels des ordonnances des administrateurs & des jugemens des Tribunaux ordinaires ; mais sur-tout réduisez la puissance illimitée des ministres , donnez-leur une stabilité fixe ; que pour eux justice & devoir soient deux termes si étroitement unis ; que l'un leur présente toujours la conséquence immédiate de l'autre. Alors commencera à s'élever en paix le système si long-temps oublié de la liberté publique ; alors renaîtront ces jours heureux où les citoyens , tranquilles sur leur sort , cultivoient avec ardeur les fruits de leur industrie ; où l'égoïsme destructeur n'avoit pas encore gradué la population en progression de la fortune ; où les scélérats trouvoient dans les dépositaires de l'autorité des vengeurs austères des loix , & non des protecteurs ardens , toujours prompts à sauver le crime pour écraser l'innocence. Une révolution si désirée deviendra votre ouvrage ; & si les réflexions que l'Exposant s'est permis de vous proposer peuvent influer sur le bonheur de ses compatriotes , il oubliera bientôt six années d'infortunes qui lui ont acquis cette douloureuse expérience.

CE CONSIDÉRÉ, NOSSEIGNEURS , il vous plaise , sur le rapport qui vous sera fait des plaintes & demandes de l'Exposant , & sur le vû de ses différentes requêtes & de toutes les pièces qui y seront jointes , demander la cassation des arrêts rendus en commandement au nom du Roi , les 18 février & 28 juillet 1787 , comme surpris sur un faux exposé ; & pour être fait droit à l'Exposant , tant sur son appel



des ordonnances des Général & Intendant de S. Domingue, que sur la demande en prise à partie, demander qu'il soit renvoyé pardevant tels juges qu'il plaira au Roi; comme aussi il vous plaira recevoir la dénonciation que l'Exposant prend la liberté de vous faire, tant des abus d'autorité que le sieur de Vaivre a commis & fait commettre, que du déni de justice que l'Exposant a éprouvé de la part du Comte de la Luzerne.

FOURNIER.



# M É M O I R E

PRÉSENTÉ

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

*Par les Habitans des Iles de France et de Bourbon,  
actuellement à Paris.*

MESSIEURS,

LES Habitans Soussignés des Iles de France et de Bourbon , résidens actuellement à Paris , ayant eu connoissance d'un mémoire lu à l'Assemblée Nationale le 15 octobre dernier, par M. Louis Monneron Député de Pondichéry, croient devoir réfuter des assertions qui s'y trouvent, qui leur paroissent erronées, et qui

A

acc. 1911

E=90  
B233e  
1-SIZE  
v.2

